



**HAL**  
open science

## Guerre et circulations transnationales du modernisme agronomique en France occupée (1940-1944)

Margot Lyautey, Christophe Bonneuil

► **To cite this version:**

Margot Lyautey, Christophe Bonneuil. Guerre et circulations transnationales du modernisme agronomique en France occupée (1940-1944) . Caroline Barrera; Jacques Cantier. Science et culture en temps de guerre (XIXe-XXe), éditions Midi-Pyrénées, pp.189-199, 2023, 979-10-93498-63-8. halshs-04373357

**HAL Id: halshs-04373357**

**<https://shs.hal.science/halshs-04373357v1>**

Submitted on 5 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **GUERRE ET CIRCULATIONS TRANSNATIONALES DU MODERNISME AGRONOMIQUE (ALLEMAGNE-FRANCE, 1940-1944)**

En 1946, le ministre SFIO du gouvernement provisoire de la République française, François Tanguy-Prigent, qui avait dissous la Corporation paysanne en juillet 1944, confie à Charles Crépin, acteur-clé de la politique agricole du gouvernement de Vichy, la direction du tout nouvel Institut national de la recherche agronomique (INRA). Ce dernier est créé sur la base d'un rapport qui, dans un exposé préliminaire sur les efforts de recherche à l'étranger, donne une place notable à l'ancien occupant en notant qu'«en Allemagne, c'est aussi une organisation méthodique de la recherche et de l'expérience agricoles qui a permis à ce pays de développer et d'utiliser au maximum, au cours des dernières années, sa production en fourrage, en produits alimentaires, oléagineux, textiles<sup>1</sup>». Cette référence détonne avec l'habituelle vision d'une modernisation agricole qui, absente sous Vichy, débiterait après guerre, à l'école du modèle américain.

Une analyse fine des dynamiques à l'œuvre amène plutôt à nuancer l'idée d'une pause pendant l'Occupation dans le processus de modernisation agricole, que l'on attribue souvent aux pénuries de moyens de production et au traditionalisme du régime. Sur certains points, on pourrait même plutôt parler d'une «accélération». La guerre, parce qu'elle est une crise aiguë, s'avère être un catalyseur de rencontres, d'échanges, de décisions et de réformes, bien que sous contrainte. Elle «autorise» des choix radicaux, auparavant longuement débattus ou considérés comme trop extrêmes. Dans le cas de la Deuxième Guerre mondiale, l'effet «catalyseur» est renforcé par l'occupation allemande, qui apporte ou impose des savoirs, des techniques et des pratiques administratives.

### **Une historiographie lacunaire ? Un grand récit à réviser ?**

Les protagonistes de la modernisation agricole d'après-guerre, notamment les planistes, favorables à la planification, comme les «jeunes agriculteurs», ont produit un récit standard alors même que le parcours de plusieurs d'entre eux incarne bien une continuité des politiques et des projets modernisateurs pendant et après

la guerre. On peut aisément comprendre qu'une fois celle-ci terminée, ces acteurs n'aient pas souhaité faire appel à un héritage de l'occupation allemande ou du régime de Vichy. Ainsi René Dumont, après avoir fait part de son admiration pour l'agronomie allemande dans plusieurs articles de *La Terre française* pendant la guerre, tourne son regard vers les États-Unis après 1945. Il ne reviendra jamais sur ces articles écrits sous l'Occupation.

Ce récit est cependant resté dominant jusqu'à aujourd'hui dans l'historiographie de la «modernisation agricole» française des «Trente Glorieuses»<sup>2</sup>. La Deuxième Guerre mondiale y est décrite comme une période de pénurie et donc de stagnation, voire de recul, avant le temps d'une «modernisation agricole», débutant après 1945 et prenant une nouvelle impulsion avec les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. L'accent est mis sur la propagande traditionnaliste du maréchal Pétain («La terre, elle, ne ment pas<sup>3</sup>» et le retour à la terre) et d'un régime de Vichy qui se veut agrarien, mais dont la politique demeure inefficace, plutôt que sur la politique agricole productiviste de l'occupant. En dehors des réquisitions, les effets de la présence allemande sur l'agriculture française ne sont pas analysés.

Ainsi, la collection «Histoire de la France», qui réunit des synthèses d'histoire générale typiquement utilisées en premier cycle de l'enseignement supérieur, reprend le découpage classique avec 1945 comme date charnière<sup>4</sup>. Dans *Les Grandes Guerres* (2014), qui traite de l'Occupation, l'agriculture est très peu présente et abordée sous l'angle des difficultés de ravitaillement et des réquisitions allemandes. L'auteur présente un régime de Vichy à la fois traditionnaliste et technocratique, mais n'aborde pas la question de la modernisation agricole. Le volume *La France du temps présent* (2010) évoque une certaine continuité autour de 1945 pour les milieux planistes et les élites économiques. La seconde «modernisation agricole» (après celle du XIX<sup>e</sup> siècle) y est clairement délimitée aux années 1950-1960, et présentée dans ses dimensions techniques, politiques et sociales.

Parmi la pléthore de travaux spécialisés sur la Deuxième Guerre mondiale, seul un petit nombre traite des questions d'alimentation, de ravitaillement ou de l'agriculture en France occupée. C'est d'autant plus remarquable que l'histoire des politiques agricoles dans l'Allemagne nazie est, elle, bien étudiée, avec des débats historiographiques animés autour de la modernisation sous le nazisme et d'un éventuel environnementalisme national-socialiste précurseur<sup>5</sup>. Les premiers travaux portant sur l'agriculture française pendant l'Occupation furent soit des travaux parlementaires et juridiques pour évaluer les dommages de guerre, qui qualifient très négativement l'influence de la puissance occupante sur les cultures françaises, soit des travaux d'économistes étrangers ayant une conception plutôt positive de la politique agraire allemande<sup>6</sup>. Ainsi les ouvrages de Karl Brandt, Manfred Weinmann

et de Hans Kistenmacher font-ils preuve du même défaut, à savoir reprendre à leur compte et sans nuance le point de vue de l'administration d'occupation. Peu de documents étant accessibles à l'époque, il était effectivement pertinent de se tourner vers des acteurs, ici exclusivement allemands. Mais on peut regretter le manque de distance adoptée par rapport aux sources. En raison du contexte de leur élaboration, ces études de l'immédiate après-guerre sont délicates à utiliser. Elles deviennent presque plus pertinentes comme source primaire, pour écrire une histoire des mémoires de l'Occupation dans leur versant agricole et alimentaire.

Les choses changent avec le travail de Michel Cépède, acteur de la Libération, alors haut fonctionnaire au ministère de l'Agriculture. Il s'agit d'une étude pionnière, qui aborde de manière précise et avec de nombreuses données chiffrées maints éléments d'un sujet pourtant très vaste<sup>7</sup>. Dans une perspective qui dépasse la seule guerre, des années 1930 aux années 1950, il analyse de concert production et consommation. Il ne se limite pas aux aspects politiques ou sociaux, mais décrit aussi les conditions matérielles (moyens de production, prélèvements, destruction et reconstruction) ainsi que les institutions en charge de l'agriculture (Corporation paysanne, services allemands, services du ministère français). Mais, si Cépède a pu alors s'appuyer sur de la documentation du ministère de l'Agriculture en raison de ses responsabilités, celle-ci n'est pas toujours accessible au chercheur, faute d'inventaire et donc de communicabilité, ce qui pose un vrai problème méthodologique. Sur le fond, il souligne des efforts menés par le gouvernement de Vichy pour soutenir les paysans, encourager la rénovation des bâtiments et l'équipement, par exemple, mais constate, dans le même temps, l'inefficacité de la politique agricole du régime, ruinée par la pénurie généralisée. Il insiste aussi sur la dégradation des sols, l'appauvrissement des exploitations et la «stagnation des techniques<sup>8</sup>» durant les quatre années de guerre. S'il ne parle pas de «modernisation» pendant le conflit, il écrit néanmoins que la pénurie peut être à l'origine de progrès technique quand elle permet de voir l'intérêt de certaines méthodes, et note que l'Occupation aurait vu naître un grand désir de changement chez les jeunes agriculteurs.

La politique agricole allemande analysée dans ces travaux pionniers est systématiquement caractérisée comme ayant eu une influence positive (chez Karl Brandt) ou négative (chez Michel Cépède), ce qui invite à revisiter la question avec un regard d'historien.

Dans les années 1970-1980, c'est au tour d'Isabel Boussard de publier un livre tiré de sa thèse sur la Corporation paysanne et plusieurs articles sur l'agriculture sous l'Occupation. Elle insiste sur les aspects productivistes de la politique agricole de Vichy ainsi que sur la continuité dans les trajectoires professionnelles de plusieurs acteurs syndicaux et politiques autour de 1945<sup>9</sup>. Son analyse de l'action de l'occupant

se limite, néanmoins, à la question des prélèvements et n'aborde pas les éléments économique-techniques de la politique agricole. Récemment, d'autres spécialistes se sont intéressés à l'agriculture sous l'Occupation, en se focalisant plutôt sur le rôle des Français et sur l'histoire de l'alimentation et du ravitaillement<sup>10</sup>. Édouard Lynch, dans un chapitre d'un ouvrage collectif, est le premier à traiter spécifiquement de la question de la «modernisation agricole» sous Vichy, qui est cependant loin d'être épuisée: il conclut sur la prégnance d'une idéologie traditionaliste antimoderniste et le manque de temps dont dispose le régime pour transformer l'économie agricole, mais il ne s'intéresse pas aux jeux des protagonistes et à l'impact de l'occupation allemande<sup>11</sup>.

## Une question (de moins en moins) provocante

Y a-t-il des origines vichystes et allemandes à la modernisation française d'après-guerre? En formulant la question ainsi, l'enjeu n'est pas la quête d'un hypothétique point d'origine en 1940. Il va en effet de soi que la «modernisation de l'agriculture», idiome que l'on peut, épisodiquement, trouver dès le XIX<sup>e</sup> siècle sous la plume d'agronomes et de sociétés d'agriculture, constitue un processus multiforme et de longue durée. Il s'agit plutôt de questionner l'idée que celle-ci aurait débuté à partir de 1945, après et contre un immobilisme vichyssois. À la façon dont Philippe Mioche a pu mettre au jour dans le régime de Vichy des «origines et démarrages de la planification en France» ou Antonin Cohen des «origines» du fédéralisme européen, nous souhaitons documenter quelques dynamiques sociotechniques et d'action publique-clé de cette modernisation qui ont été initiées ou amplifiées sous Vichy<sup>12</sup>.

Notre objectif est d'examiner ce que la guerre fait à l'agronomie et à l'agriculture françaises en analysant les transferts scientifiques et institutionnels entre l'Allemagne nazie et la France de Vichy, soulignant une continuité autour de 1945, plus importante que ne le laisse apparaître l'historiographie actuelle. Quelles furent les injonctions techniques et scientifiques de l'occupant? Comment furent-elles mises en œuvre? Quelle fut la réaction des cercles scientifiques et comment se positionnèrent les agronomes (chercheurs et fonctionnaires de l'État français) face à ces mesures «modernisatrices»? Quelle fut leur portée après la Libération<sup>13</sup>?

L'étude des transferts culturels se prête particulièrement bien à l'analyse d'une situation d'occupation, période au cours de laquelle deux communautés nationales se retrouvent dans un même espace<sup>14</sup>. Suivre les transferts incite à se pencher sur les contacts entre acteurs allemands et français et à resituer leurs échanges. À ce titre, les sources de l'administration militaire allemande, encore peu

mobilisées par les historiens et les historiennes, sont particulièrement instructives, ainsi que les transcriptions françaises des «entretiens du Majestic», ces réunions parisiennes quasi quotidiennes entre représentants allemands et français du secteur agricole<sup>15</sup>. Ces archives permettent de reconstituer l'immense structure technoscientifique mise en place par l'Allemagne nazie en France occupée, dans le but d'orienter la production agricole vers les besoins de l'économie de guerre allemande, et d'en comprendre le fonctionnement.

Notre recherche se nourrit aussi des apports de l'histoire transnationale, qui permet l'analyse de phénomènes où les frontières nationales sont brouillées (l'Occupation), où des actants non humains font fi de celles-ci (tel le doryphore de la pomme de terre qui traverse l'Europe d'ouest en est), et où l'appartenance à une communauté nationale est cruciale et déterminante pour les acteurs (négociations gouvernementales au Majestic). Nous appuyant sur les outils de l'«histoire croisée», nous tentons de «croiser» les regards, et, même si ce n'est jamais complètement atteignable, d'appréhender de manière symétrique des sources françaises et allemandes, qu'elles soient primaires ou secondaires<sup>16</sup>. Enfin, la focalisation sur les transferts rend aussi possible l'identification des domaines où les transformations sont considérables : la lutte contre les ennemis des cultures ou la réglementation entourant la production et l'utilisation des semences avec la création du catalogue des variétés<sup>17</sup>.

En outre, les outils de l'histoire des sciences et des techniques permettent d'interroger les assises épistémiques de la «modernisation», comme l'a brillamment montré Tiago Saraiva pour l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, en s'intéressant aux organismes produits par une certaine rationalité technoscientifique<sup>18</sup>. Dans notre cas, l'étude des prescriptions allemandes et des débats scientifiques facilite le repérage des secteurs où les sciences agricoles (agronomie, phytopathologie, entomologie, chimie, pédologie, économie) servent de fondement et de justification à la politique agricole : la rationalisation du pâturage, le remembrement, la rotation des cultures, la protection des cultures. Les revues scientifiques, les comptes rendus de conférences internationales, les thèses soutenues, les publications de vulgarisation et les manuels, les éléments de propagande professionnelle français et allemands permettent de retracer ces circulations épistémiques.

## **Une agriculture française « obsolète » et à moderniser**

Sont alors perceptibles la vigueur du projet politique du III<sup>e</sup> Reich, visant à une mise en valeur plus «rationnelle» et intensive du sol hexagonal, et l'ampleur du dispositif



Soldats allemands lors des semis du printemps 1941 dans les Ardennes. Photographie de propagande figurant dans un cahier photographique intégré dans un dossier sur l'agriculture française publié dans *Deutsche Agrarpolitik*, avril 1943.

technico-scientifique et administratif déployé à cet effet. Les experts allemands considèrent la France comme un grenier agricole complémentaire de celui de l'Europe de l'Est, mais qui serait sous-productif. Ils développent différents instruments afin d'intensifier, gouverner, surveiller, optimiser et ponctionner l'agriculture française. En premier lieu, un service central au sein de l'administration militaire, installée à l'hôtel Majestic, est chargé de l'exploitation agricole. Il est composé d'experts placés sous la direction du Dr Fritz Reinhardt. Son action la plus notoire est la tenue de négociations, dites «du Majestic», avec les services ministériels français. En outre, des fonctionnaires agricoles sont répartis dans tous les départements de la France occupée, aiguillonnant et surveillant les services agricoles français. Ils sont renforcés, en 1943, par quelque 800 conseillers agricoles supplémentaires (*Landwirtschaftsführer*), chargés de l'encadrement agricole *via* des conférences techniques, des visites de champs d'essais, des statistiques de la production agricole, etc. Enfin, les autorités d'occupation exploitent directement, à travers l'entreprise Ostland, 170 000 hectares de terres agricoles en zone interdite, principalement dans les Ardennes<sup>19</sup>. Cette zone, située au nord-est de la France et que les Allemands envisageaient de coloniser, est soumise à une occupation plus stricte<sup>20</sup>. Le retour des réfugiés ayant fui les combats de 1940 y est interdit. Les exploitations Ostland mettent en œuvre les méthodes «modernes» et «allemandes»<sup>21</sup>: remembrement en grandes exploitations de 500 hectares en moyenne, remise en culture des friches, réduction des jachères, mécanisation, utilisation de tracteurs couplée à la réduction de la traction animale, forte utilisation d'engrais, emploi de semences sélectionnées, cultures d'oléagineux.

Les négociations entre l'État français et les forces allemandes sont incessantes, mais souvent difficiles à mener. On trouve alors plusieurs cas de figure. En premier lieu, il y a des négociations qui aboutissent à un projet satisfaisant pour les deux administrations, telles que la création du service de la Protection des végétaux par la loi du 25 mars 1941. Si ce nouveau service est calqué sur les administrations déjà existantes en Allemagne, une telle structure est attendue depuis longtemps par les spécialistes français, notamment pour éradiquer le doryphore de la pomme de terre. En rupture avec les réglementations d'avant-guerre, la loi prescrit les produits à employer (à base d'arsenic), leur dose et leur fréquence d'utilisation, et rend la lutte obligatoire pour tout cultivateur de pommes de terre. De même, la libération de quelque 500 agronomes prisonniers de guerre, en 1943, pour les affecter en tant que conseillers agricoles dans les départements, est désirée par le ministère français depuis le début de l'Occupation, mais aussi par le service de Reinhardt, qui considère que le conseil agricole est sous-développé en France. Il fait pression en personne auprès de son ministre de tutelle, Herbert Backe, à Berlin, pour permettre cette libération massive.



En second lieu, on relève des initiatives complètement vichysoises, issues de débats préexistants à 1940, mais qui correspondent au modèle agronomique prôné par l'occupant. C'est, semble-t-il, le cas de la loi du 9 mars 1941 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement qui incite les agriculteurs, même s'ils sont minoritaires dans leur commune, à solliciter un remembrement des parcelles. Avant sa promulgation au *Journal officiel*, cette loi avait nécessairement reçu le feu vert du service de Reinhardt. Pourtant son contenu ne semble pas avoir été débattu préalablement au Majestic. La concordance entre le projet de loi du ministre français et les projets allemands explique probablement cette situation.

En troisième lieu, certaines positions françaises contrarient les autorités allemandes. Ainsi, la publication de la brochure *La France attend ses paysans*, préfacée par le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, Max Bonnafois, exposerait, selon Reinhardt, des théories «libérales et gaullistes» et serait l'œuvre d'un «effronté, d'un incapable ou d'un idiot». On peut aussi citer les différends autour de publications de la Corporation paysanne, les autorités du Majestic exigeant qu'elles soient exclusivement techniques et portées sur les affaires courantes, sans projection sur l'avenir ; ou encore les désaccords récurrents sur la remontée des données statistiques de la production agricole.

Enfin, il existe des décisions carrément dissimulées par le gouvernement de Vichy aux forces d'occupation, comme celle de la création du service de Liaison agricole de guerre (SLAG), non promulguée au *Journal officiel*. Ce service était chargé de contrer le développement de l'entreprise Ostland en soutenant, matériellement et techniquement, les agriculteurs français en difficulté dans la zone interdite. Son action menaçait donc directement l'emprise de l'Ostland, et sa création ne fut jamais autorisée par le Majestic.

À l'image d'autres secteurs économiques, la politique agricole de l'État français se révèle comme un espace où s'oppose, s'il l'on considère deux pôles aux extrêmes d'un continuum, une ancienne garde, incarnée par un Pierre Caziot, défenseur du monde paysan et de la petite exploitation familiale, à une nouvelle garde, composée de technocrates, fonctionnaires et scientifiques, persuadés qu'une «modernisation» sur un modèle productiviste est nécessaire, tels un Jacques Le Roy Ladurie, un Jacques Barnaud, un René Dumont ou des ingénieurs dirigeant le service du Génie rural. À la faveur de l'urgence du ravitaillement ou de l'absence de contrôle parlementaire, ils saisissent les opportunités pour impulser des transformations en matière d'aménagement des zones humides, de remembrement, de dirigisme semencier, de dispositif de protection des végétaux, etc. Si la pénurie généralisée et la sourde dissidence du monde rural sont un frein à certains changements tel que la motorisation, à cause du manque de carburant, ou la fertilisation chimique, faute

d'engrais, elles en précipitent d'autres, tels le remembrement, le dirigisme semencier, la planification agricole, les traitements chimiques.

-

L'analyse de la politique agricole sous l'Occupation permet finalement de revisiter l'histoire de la «modernisation agricole» française. Si les transformations opérées dans les années d'après-guerre et la période dite des «Trente Glorieuses» sont effectivement profondes, au point que certains parlent de «révolution silencieuse<sup>22</sup>», il faut cependant nuancer et complexifier cette rupture.

D'une part, la Deuxième Guerre mondiale semble constituer une «accélération» des transformations de l'agriculture française plutôt qu'une «stagnation» ou un «recul» présentés dans une grande partie de l'historiographie. Ainsi certaines mesures, déjà évoquées avant 1940, mais considérées comme trop extrêmes, sont-elles adoptées pendant l'Occupation, telles que l'obligation de traitement de certaines cultures ou l'interdiction de commercialiser des variétés jugées trop peu productives. D'autre part, si la guerre est, de fait, une fenêtre politique, sociale et économique singulière et limitée dans le temps, elle est aussi étroitement liée à la période de la reconstruction et des plans. De nombreux dispositifs déployés sous l'Occupation sont alors conservés (catalogue des semences, service de la Protection des végétaux, loi sur le remembrement) ou développés (planification de l'agriculture, équipement des communes, génie rural).

<sup>1</sup> Archives de l'Institut Pasteur, fonds Trefouel, carton DIR. INRA 1, rapport accompagnant le projet de loi portant sur l'organisation de la recherche agronomique et la création d'un Institut national de la recherche agronomique, décembre 1944, p. 4.

<sup>2</sup> Henri Mendras, *La Fin des paysans : innovations et changement dans l'agriculture française*, Paris, SÉDÉIS, 1967 ; Pierre Barral, *Les Agrariens français : de Méline à Pisani*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1968 ; Michel Gervais, Marcel Jollivet, Yves Tavernier, *Histoire de la France rurale. La fin de la France paysanne, depuis 1914*, Georges Duby et Armand Wallon (éd.), vol. 4, 4 vol., Paris, Seuil, 1976 ; Annie Moulin, *Les Paysans dans la société française : de la Révolution à nos jours*, Paris, Seuil, 1992 ; Jean-Luc Mayaud, *Gens de la terre : la France rurale, 1880-1940*, Paris, Éditions du Chêne, 2010 ; Jean-Luc Mayaud, *Gens de l'agriculture : la France rurale, 1940-2005*, Paris, Éditions du Chêne, 2005 ; Sylvain Brunier, *Le Bonheur dans la modernité : conseillers agricoles et agriculteurs (1945-1985)*, Lyon, ENS Éditions, 2018 ; Éric Alary, *L'Histoire des paysans français*, Paris, Perrin, 2019. Un livre fait exception et fait remonter aux années 1930 la genèse des institutions modernes : Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *Les Champs du départ : une France rurale sans paysans ?*, Paris, La Découverte, 1989.

<sup>3</sup> Appel du 25 juin 1940, dans Philippe Pétain, *Paroles aux Français*. Messages et écrits 1934-1941, Lyon, Lardanchet, 1941, p. 51.

<sup>4</sup> Nicolas Beaupré, *Les Grandes Guerres : 1914-1945*, Paris, Belin, 2014 ; Michelle Zancarini-Fournel et

Christian Delacroix, *La France du temps présent : 1945-2005*, Paris, Belin, 2010.

<sup>5</sup> Gustavo Corni et Horst Gies, «*Blut und Boden*» *Rassenideologie und Agrarpolitik im Staat Hitlers*, Historisches Seminar, Idstein, Schulz-Kirchner, 1994; Uwe Mai, «*Rasse und Raum*» *Agrarpolitik, Sozial- und Raumplanung im NS-Staat*, Paderborn, Schöningh, 2002; Franz-Josef Brüggemeier, Mark Cioc, Thomas Zeller (éd.), *How Green Were the Nazis? : Nature, Environment, and Nation in the Third Reich*, Athens, Ohio University Press, 2005; Frank Uekötter, *The Green and the Brown : A History of Conservation in Nazi Germany*, Studies in Environment and History, Cambridge, Cambridge University Press, 2006; Gesine Gerhard, *Nazi Hunger Politics : a History of Food in the Third Reich*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2015; Ernst Langthaler, *Schlachtfelder : Alltägliches Wirtschaften in der nationalsozialistischen Agrargesellschaft (1938-1945)*, Vienne, Böhlau Verlag, 2016.

<sup>6</sup> Sur les dommages de guerre, voir La Documentation française, «L'activité de la société Ostland», *Notes et études documentaires*, n° 83, 1945, p. 3-15; Louise Weiss, *La Tentative de germanisation des Ardennes : la W.O.L.*, Paris, Office français d'édition, 1945; service Études et Documentation au ministère de l'Agriculture, «Rapport sur l'organisation de la disette en France sous l'occupation», 15 avril 1945, 19900072/1, Archives nationales. Pour la seconde catégorie, voir Karl Brandt, Otto Schiller, Franz Ahlgrimm, *Management of Agriculture and Food in the German-Occupied and other Areas of Fortress Europe : a Study in Military Government*, vol. 2, Stanford, Stanford University Press, 1953; Hans Kistenmacher, *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf die Ernährungswirtschaft Frankreichs während des 2. Weltkrieges*, Studien des Instituts für Besatzungsfragen in Tübingen zu den deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg 16, Tübingen, Institut für Besatzungsfragen, 1959; Manfred Weinmann, *Die Landwirtschaft in Frankreich während des 2. Weltkrieges unter dem Einfluß der deutschen Besatzungsmacht*, Studien des Instituts für Besatzungsfragen in Tübingen zu den deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg 20, Tübingen, Institut für Besatzungsfragen, 1961; Michel Cépède et F. Lescoffier, «Occupation et alimentation en France», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 11, n° 41, 1961, p. 101-104.

<sup>7</sup> Michel Cépède, *Agriculture et alimentation en France durant la IIe Guerre mondiale*, Paris, M.-T. Génin, 1961.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 441.

<sup>9</sup> Isabel Boussard, *Vichy & la Corporation paysanne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980; «État de l'agriculture française aux lendemains de l'Occupation (1944-1948)», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 29, n° 116, 1979, p. 69-95; «Les négociations franco-allemandes sur les prélèvements agricoles : l'exemple du champagne», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 24, n° 95, 1974, p. 3-24; «Principaux aspects de la politique agricole française pendant la Deuxième Guerre mondiale», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, 34e année, n° 134, 1984, p. 1-32; Alan Milward, *The New Order and the French Economy*, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 254-268.

<sup>10</sup> Dominique Veillon, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot & Rivages, 1995; Fabrice Grenard, «Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 94, n° 2, 2007, p. 199-215; Chris Pearson, *Scarred Landscapes : War and Nature in Vichy France*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008; Alain Chatriot, Édgar Leblanc, Édouard Lynch (éd.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Colin, 2012; Fabrice Grenard, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, coll. «Petite bibliothèque Payot», 2012; Fabrice Grenard, *Les Scandales du ravitaillement : détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la Guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

<sup>11</sup> Édouard Lynch, «Agricultural policy in Vichy France : modernity or an "allergy" to fascism?», dans Lourenzo Fernández Prieto, Juan Pan-Montojo, Miguel Cabo Villaverde (éd.), *Agriculture in the Age of Fascism. Authoritarian Technocracy and Rural Modernization*, Turnhout, Brepols, 2014, p. 239-258; Frances Lynch, *France and the International Economy. From Vichy to the Treaty of Rome*, Londres, Routledge, 1997, p. 132; Alan Milward, *The European Rescue of the Nation State*, Londres, Routledge, 2000.

<sup>12</sup> Philippe Mioche, *Origines et démarrages de la planification en France (1941-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987; Antonin Cohen, «De la révolution nationale à l'Europe fédérale. Les métamorphoses de la troisième voie aux origines du mouvement fédéraliste français : La Fédération (1943-1948)», *Le Mouvement Social*, 2006/4, n° 217, p. 53-72; on pourrait aussi citer l'usage du mot «origines»

chez Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.

<sup>13</sup> Margot Lyautey et Christophe Bonneuil, «Les origines allemandes et vichystes de la modernisation agricole française d'après 1945. Questions historiographiques, cas et hypothèses», article soumis.

<sup>14</sup> Michel Espagne, *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.

<sup>15</sup> La thèse de Margot Lyautey, actuellement en préparation, porte sur la modernisation de l'agriculture française sous l'Occupation et s'appuie, notamment, sur ces sources allemandes. Voir également Margot Lyautey et Marc Elie, «German agricultural Occupation of France and Ukraine, 1940–1944», *Comparativ*, 29, n° 3, 2019, p. 86-117.

<sup>16</sup> Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, «Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité», *Annales. Histoire, sciences sociales*, 58e année, n° 1, 2003, p. 7-36.

<sup>17</sup> Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas, «Purifying landscapes : The Vichy regime and the genetic modernization of France», *Historical Studies in the Natural Sciences*, 40, n° 4, 2010, p. 532-568; Christophe Bonneuil, «De quelques origines allemandes du Catalogue français des variétés et de la politique de modernisation agricole du gouvernement de Vichy», dans Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil (éd.), *Histoire des modernisations agricoles au xxe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p. 85-99.

<sup>18</sup> Tiago Saraiva, *Fascist Pigs. Technoscientific Organisms and the History of Fascism*, Cambridge/Londres, The MIT Press, 2016.

<sup>19</sup> Margot Lyautey, «La société Ostland : une tentative de modernisation de l'agriculture française par l'Allemagne national-socialiste?», dans M. Lyautey, L. Humbert et C. Bonneuil (éd.), *op. cit.*, p. 71-83.

<sup>20</sup> Voir le chapitre IV : «Un plan général pour l'ouest», dans Peter Schöttler, *Du Rhin à la Manche : frontières et relations franco-allemandes au xxe siècle*, coll. «Perspectives historiques», Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2017.

<sup>21</sup> Elmar Michel, «L'économie dirigée en France», *Berliner Borsen Zeitung*, 10 avril 1942, traduction de l'article conservée aux Archives nationales, 20020533/673.

<sup>22</sup> Michel Debatisse, *La Révolution silencieuse, le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.